

LA CGT-EP AUX COTÉS DES LYCÉEN-NES DU PUBLIC ET DU PRIVÉ



Montreuil, le 1^{er} octobre 2026

Partout sur le territoire, **les lycéennes et les lycéens de l'enseignement privé se mobilisent** : dans les académies de Rennes, Nantes, Lille, Créteil, Bordeaux, Grenoble... Cette mobilisation est inédite : elle n'est ni anecdotique, ni anodine. Elle témoigne de l'urgence d'écouter la jeunesse, ses besoins actuels et ses craintes pour l'avenir.

La CGT Enseignement privé apporte son plein soutien aux jeunes mobilisé-es au sein des établissements publics comme privés.

Ne nous trompons pas de responsables : leur colère est le **résultat des politiques publiques et des choix gouvernementaux qui ont saccagé les services publics, et plus particulièrement l'Éducation nationale**. Depuis des années, les alertes des jeunes, des personnels et des organisations syndicales restent sans réponse. Le manque de moyens, les classes surchargées, les locaux dégradés et l'incertitude sur l'avenir nourrissent un désespoir qui traverse la jeunesse et l'ensemble de la société.

Partout, les revendications exprimées par les lycéen-nés sont nationales autant que locales : de meilleures conditions d'études, des moyens à la hauteur des besoins, des locaux décents et adaptés au dérèglement climatique, des effectifs réduits par classe, l'abrogation de Parcoursup, mais aussi la fin du silence sur les violences sexistes et sexuelles, davantage de respect et de démocratie dans les établissements. Les jeunes expriment également clairement leur **refus de l'extrême droite et de ses discours de haine**.

Le gouvernement doit entendre ces exigences et apporter des réponses concrètes. Il doit recevoir les organisations lycéennes, notamment l'Union syndicale lycéenne, et engager les moyens nécessaires. **Dans chaque établissement, le dialogue doit déboucher sur des avancées tangibles.**

La répression, les menaces et la désinformation ne peuvent tenir lieu de réponse.

Nous dénonçons la campagne médiatique qui veut décrédibiliser cette mobilisation. Réduire ce mouvement à une manipulation de « l'extrême gauche » revient à mépriser la jeunesse et à nier sa capacité à penser et à agir. **Les lycéennes et les lycéens décident de leurs revendications et de leurs modes d'action : la CGT respecte pleinement leur indépendance.**

Nous dénonçons les violences subies par les élèves et les personnels, les interventions policières et les menaces de poursuites visant à dissuader les jeunes de se mobiliser. Les directions d'établissement doivent protéger les élèves et garantir le dialogue, sans alimenter l'escalade répressive. Nous exigeons la fin de l'envoi des forces de l'ordre pour réprimer les mobilisations devant les établissements.



Les libertés d'expression, de réunion et de manifestation doivent être garanties.

Les jeunes doivent pouvoir se réunir et tenir des assemblées générales dans leurs établissements, dans un cadre sécurisé.

La CGT Enseignement privé appelle ses sections syndicales, ses adhérentes et ses adhérents à aider les jeunes à s'organiser et à se protéger.

En lien avec les syndicats de la FERC, les unions locales et départementales et les organisations lycéennes, nous appelons à :

- assurer une présence syndicale identifiable sur les points de mobilisation et de blocus, notamment avec des chasubles CGT ;
- apporter une aide matérielle : impression de tracts, sonorisation, accès à des lieux de réunion, aux bourses du travail et aux maisons du peuple ;
- accompagner, à leur demande, l'élaboration des revendications dans chaque établissement ;
- contribuer à la sécurisation des manifestations et dénoncer les violences et les intimidations des directions comme des pouvoirs publics.

La solidarité entre les jeunes et les salarié-es se construit dans le respect des décisions et du rythme de chacun-e. Nos mobilisations portent des exigences communes : des moyens pour l'éducation, des services publics renforcés et un avenir digne.

Nous refusons donc que les réponses apportées consistent à mettre en place une forme d'état d'urgence : enfermer les jeunes dans les établissements, instaurer un couvre-feu ou généraliser les cours en visio ne sont pas des solutions mais des moyens détournés de baillonner la jeunesse.

La CGT Enseignement privé appelle les personnels à faire grève et à rejoindre les manifestations du 6 octobre 2026, pour soutenir les revendications lycéennes et se tenir aux côtés des jeunes.

Elle appelle à renouveler la grève aussi souvent qu'il le faudra pour obtenir satisfaction.

Ce sont les élèves de nos établissements : leur colère exige des réponses, leur mobilisation appelle notre solidarité !